



L'Agence internationale de l'énergie atomique: son origine, ses débuts

Un objectif constant: la coopération scientifique au service de la paix

par John A. Hall

Motivée par l'appréhension des scientifiques et des hommes d'Etat, créée par des groupes de négociateurs décidés, structurée pour répondre aux défis de l'avenir, l'Agence internationale de l'énergie atomique fête son trentième anniversaire le 29 juillet 1987.

L'idée de créer ce genre d'organisation date d'il y a une quarantaine d'années. Il s'agissait alors de maîtriser cette nouvelle force qu'était l'énergie nucléaire et de l'appliquer à des fins pacifiques, de résoudre le problème de la limitation des armements nucléaires, de protéger le public contre le danger des rayonnements et de promouvoir un dialogue constructif entre les Etats-Unis et l'Union soviétique autour de ce nouveau domaine en plein essor.

Les propositions initiales ont ensuite été suivies de dix ans de discussions et de tâtonnements, pour aboutir enfin à la création, en 1957, d'une organisation internationale autonome et indépendante.

Comment tout cela est-il advenu?

L'AIEA est une conséquence directe du passage de l'humanité à l'ère atomique et de la création des Nations Unies.

La première réaction en chaîne a eu lieu le 2 décembre 1942 dans une «pile» atomique expérimentale construite sous le stade de football de l'Université de Chicago. Deux ans et demi plus tard, le premier engin atomique explosait à la base aérienne d'Alamogordo, au Nouveau Mexique (Etats-Unis). C'était en fait un projet international, car des scientifiques britanniques, canadiens, français et italiens avaient participé à cet effort massif.

Le peuple américain et le monde entier en furent finalement informés par le premier rapport sur l'énergie atomique, le fameux rapport Smyth, publié le 9 août 1945. Son titre officiel était *A General Account of the Development of the Methods of Using Atomic Energy for Military Purposes under the Auspices of the United*

*States Government 1940-1945** (compte rendu général de l'étude des méthodes permettant d'utiliser l'énergie atomique à des fins militaires sous les auspices du Gouvernement des Etats-Unis 1940-1945). Certes, le titre paraît un peu lourd ... mais le compte rendu, rédigé par Henry DeWolf Smyth, professeur et président du Département de physique de l'Université Princeton, présentait en langage simple, pour le non-spécialiste, l'arrière-plan scientifique et la nature de l'énergie atomique, et la construction de l'arme nucléaire. Ce petit livre fut largement diffusé et traduit en 40 langues.**

Les origines d'après-guerre

A la fin de la guerre, de nombreux hommes de science et hommes d'Etat étaient convaincus qu'il fallait parvenir à un contrôle international de l'énergie nucléaire. La nouvelle Organisation des Nations Unies, née pendant l'été de 1945, semblait le lieu opportun pour débattre des moyens d'y parvenir.

A la mi-novembre 1945, à la demande du premier ministre britannique Clement Attlee, le président américain Harry Truman accepta de rencontrer les Britanniques et les Canadiens pour reparler de leurs accords sur l'atome, auxquels ils étaient parvenus pendant la guerre, et du contrôle de l'énergie atomique. Puisque les Etats-Unis n'avaient pas encore arrêté de politique en la matière, le secrétaire d'Etat James Byrnes demanda à Vannevar Bush, ancien conseiller scientifique du président Roosevelt, de lui soumettre ses suggestions. Celui-ci s'exécuta, ravi de présenter ses idées au gouvernement Truman.

Bush proposa d'envoyer à Moscou des représentants des Etats-Unis et de la Grande-Bretagne pour examiner

* US Superintendent of Documents, Washington, D.C. (1945).

** Une petite anecdote drôle à propos de ce titre un peu long, que me raconta le professeur Smyth le 13 juillet 1986: «Si ce rapport avait eu un titre court, personne n'en aurait entendu parler». Le général Groves, responsable du projet de la bombe atomique, avait bien décidé de lui donner le titre «la bombe atomique» mais était revenu sur sa décision pour des raisons de sécurité. Henry Smyth devint le représentant des Etats-Unis auprès de l'AIEA en 1961 et s'acquitta de ses fonctions avec distinction pendant neuf ans.

M. Hall, deux fois directeur général adjoint — d'abord en 1961-1964, puis en 1967-1980 — travaille actuellement à une histoire de l'AIEA. Il a occupé divers postes de conseiller pour les questions relatives à l'énergie atomique auprès du Gouvernement des Etats-Unis, et ce depuis 1946.

la possibilité de créer un nouvel organisme des Nations Unies chargé de l'échange d'informations sur l'énergie atomique. Si cette tactique réussissait, pensait-il, on pourrait alors envisager une coopération plus soutenue dans le cadre d'un système international d'inspection relevant d'un organisme des Nations Unies. Le Président approuva cette idée qui figura ensuite dans la Déclaration de Washington du 15 novembre 1945, approuvée par le Canada, le Royaume-Uni et les Etats-Unis. En décembre, elle fut acceptée par l'Union soviétique et reprise dans le Communiqué de Moscou du 27 décembre 1945, proposant la création d'une Commission des Nations Unies pour l'énergie atomique (UNAEC).

La Commission des Nations Unies pour l'énergie atomique

En prévision de la première réunion de cette commission, le secrétaire d'Etat Byrnes voulait des directives. Et ce fut le rapport Acheson-Lilienthal, rédigé par deux comités, l'un présidé par le sous-secrétaire d'Etat Dean Acheson, l'autre par David Lilienthal, responsable de la Tennessee Valley Authority, énorme projet énergétique du secteur public. Le point principal de ce rapport, plus tard intégré au plan américain que le représentant des Etats-Unis Bernard Baruch présenta à l'UNAEC, était l'importance de créer une organisation internationale de l'énergie atomique qui aurait la responsabilité de ce secteur dangereux que constituait l'énergie atomique. En lui confiant cette responsabilité, on pouvait mieux circonscrire le domaine de l'inspection physique — problème délicat. Après une période de transition, on détruirait et interdirait les armes nucléaires.

Le plan Baruch fut appuyé par la majorité des membres de l'UNAEC, mais critiqué et rejeté par l'Union soviétique.

Le 19 juin 1946, A. Gromyko, représentant de l'Union soviétique, présenta la position soviétique: il fallait déclarer les armes nucléaires illégales, et les détruire. Seulement à ce moment là pourrait-on envisager des inspections par une agence internationale. Ces propositions furent à peine examinées et vite refusées par la majorité.

Les propositions Baruch n'étaient pas négociables. En fait, elles n'auraient sans doute pas été acceptées par les Etats-Unis. Même en supposant une longue période de transition, il fallait s'attendre à une vive opposition de la part du Congrès. On peut difficilement savoir si les propositions soviétiques de 1946-1947 étaient une manœuvre tactique visant à minimiser d'éventuelles réactions dans le monde contre le refus opposé par l'URSS au plan Baruch, ou s'il s'agissait d'un effort sincère pour résoudre les graves problèmes auxquels la bombe atomique avait donné lieu.*

L'UNAEC a duré jusqu'au 29 juillet 1948, tout en n'étant officiellement supprimée qu'en 1952. Elle avait soumis trois rapports au Conseil de sécurité, mais en juillet 1948 la Commission se trouvait dans une impasse totale qui l'empêchait de continuer ses travaux.

* Voir «Un précurseur du Traité de non-prolifération? Les propositions soviétiques de 1947», par Bertrand Goldschmidt, *Bulletin de l'AIEA*, vol. 28, n° 1 (1986).

L'initiative Eisenhower: l'atome pour la paix

Bien que le monde fût confronté à une course aux armements nucléaires, il n'y eut aucun débat sur cette grave question avant le 8 décembre 1953, date à laquelle le président Eisenhower présenta au monde son programme de l'atome pour la paix, devant l'Assemblée générale de l'ONU. C'était une grande initiative du gouvernement Eisenhower, et l'idée en revenait au Président lui-même. Comme première étape du désarmement nucléaire, Eisenhower proposait de réduire les stocks de matières fissiles des grandes puissances et de les confier à une agence internationale de l'énergie atomique qui en surveillerait l'utilisation et ferait en sorte qu'il s'agisse d'un usage pacifique.

L'échec du plan Baruch, puis l'impasse des négociations sur le désarmement avaient fait penser à Eisenhower que des mesures moins ambitieuses auraient peut-être plus de chances d'aboutir que les propositions plus radicales avancées précédemment. On retrouve ainsi les origines de l'Agence dans ce plan de désarmement nucléaire limité.

L'Assemblée générale se montra enthousiaste. La communauté internationale était en effet fort inquiète de la situation politique et les suggestions du Président des Etats-Unis étaient pleines de promesses, celle notamment de réduire les tensions entre l'Union soviétique et les Etats-Unis et de créer de nouvelles voies de dialogue.

A partir du 8 décembre 1953, le secrétaire d'Etat John Foster Dulles, conscient de l'importance de faire participer l'Union soviétique aux négociations dès le départ, adressa une série de notes à l'ambassadeur soviétique à Washington, Zaroubine, puis au ministre des affaires étrangères, Molotov, pour les persuader d'engager des négociations bilatérales sur les propositions du Président américain.

Cela dit, la première action véritablement concrète des Etats-Unis date de la note du 19 mars 1954, qui présente à l'URSS le projet d'Agence internationale de l'énergie atomique.

La section B.3 du projet propose ceci: pour assurer le respect des normes de santé et de sûreté et vérifier que les matières fissiles allouées sont bien utilisées aux fins prévues, l'Agence serait autorisée à prescrire certaines conditions de conception ou d'exploitation, imposer des règlements en matière de santé et de sûreté, exiger la tenue de dossiers d'exploitation et de cahiers des charges, décider du sort des sous-produits des matières fissiles et des déchets, se réserver le droit de surveillance et exiger des rapports intérimaires. L'Agence aurait également le droit de vérifier l'état des stocks de matières allouées et le respect des conditions fixées.*

Ainsi, la première position officielle des Etats-Unis sur l'AIEA comportait une disposition relative aux garanties, et plus particulièrement à la santé et à la sûreté, et préconisait un droit de regard sur le plutonium. Cette note du 19 mars 1954 contenait la position officielle des Etats-Unis qui allait prévaloir dans les années à venir.

Après avoir dans un premier temps critiqué le plan Eisenhower, l'Union soviétique accepta, en août 1955,

* Document de l'ONU A/2738 (1954).

d'entamer des discussions avec les Etats-Unis et d'autres pays en vue de rédiger un projet de statut pour l'Agence. Ce furent alors les discussions des «douze puissances», qui eurent lieu à Washington en février 1956.

Un problème se posait aux Etats-Unis, car la loi de 1946 sur l'énergie atomique interdisait le type de coopération internationale envisagée par le président Eisenhower. Avec l'appui de celui-ci, le Président de la Commission de l'énergie atomique des Etats-Unis et ses collègues proposèrent au Congrès d'importants amendements à la loi telle qu'elle existait, qui permettraient au projet présidentiel d'aboutir. Le Congrès approuva ces modifications en août 1954. La voie de la coopération

internationale était alors ouverte. Les Etats-Unis pouvaient ainsi apporter une contribution importante à la Conférence de Genève d'août 1955.

La Conférence de Genève de 1955

On pourrait épiloguer sans fin sur la Conférence de Genève sur les utilisations pacifiques de l'énergie atomique. L'idée en revenait aux Etats-Unis, mais elle fut approuvée à l'unanimité par l'Assemblée générale. C'était la plus grande conférence organisée par l'ONU jusqu'à ce jour. Plus de 1000 exposés scientifiques; soixante-treize Etats représentés; 2000 délégués présents.

La première Conférence générale de l'AIEA

La première Conférence générale de l'AIEA débute par une belle journée d'automne, le 1er octobre 1957. La douceur de l'ambiance et la curiosité des Viennois amenèrent des centaines de personnes devant les grilles du Konzerthaus, dans l'espoir d'y apercevoir quelque personnalité étrangère du monde de l'atome. A cause de toutes ces réunions internationales, les hôtels et les restaurants étaient réservés depuis déjà des semaines. La Kärntnerstrasse, l'une des plus grandes artères de la capitale (à double sens, à l'époque!), était, pour la première fois depuis longtemps, pleine de gens faisant leurs courses. Il faut se rappeler que les quatre armées des forces d'occupation, présentes dans la ville pendant dix ans, n'étaient parties que depuis deux ans. Le Gouvernement autrichien et le peuple de Vienne firent un accueil chaleureux à la nouvelle Agence. Leur ville connaissait de nouveau la liberté; le vin nouveau des collines de Grinzing permit à de nombreux délégués d'oublier les tristes effets de la guerre et de l'occupation.

La presse du monde entier s'intéressait elle aussi à cette toute nouvelle organisation: le Künstlerhaus fut mis à la disposition de l'Agence pour qu'elle puisse accueillir plusieurs centaines de représentants de la presse.*

* Le Künstlerhaus était mieux connu pour les artistes qui le quittèrent que pour ceux qui restèrent: Klimt, Kokoschka et d'autres encore créèrent le *Sezession* à quelques centaines de mètres de là.

Le Konzerthaus, l'une des grandes salles de concerts de Vienne, inaugurée par l'Empereur François-Joseph en 1913, abrita la première Conférence générale de l'AIEA en octobre 1957. Une foule s'était rassemblée dans l'espoir d'entrevoir une personnalité du monde atomique.

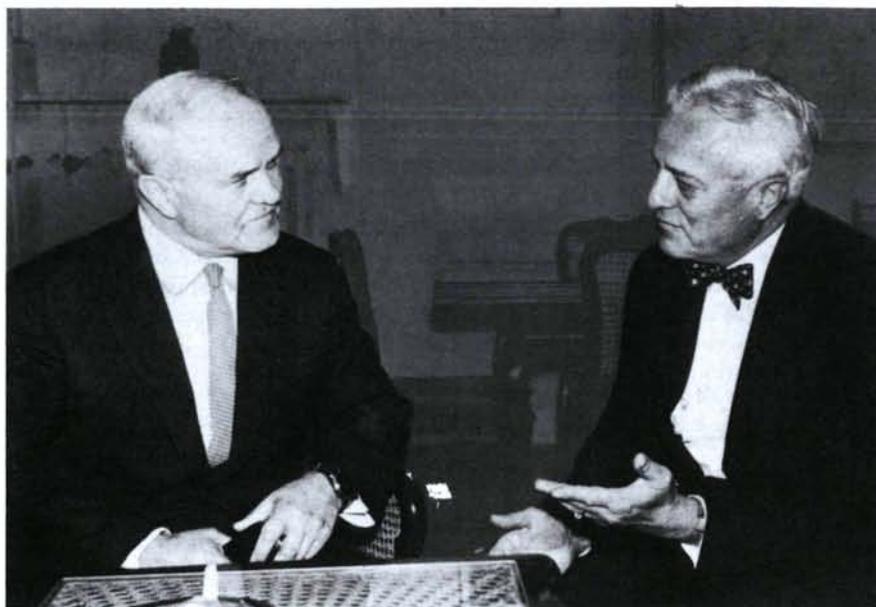
Le Konzerthaus accueillait généralement des orchestres, des troupes de danseurs, et non des réunions internationales. Mais des travaux avaient été faits pendant l'été pour recevoir les nouveaux venus. On avait installé des bureaux et des sièges pour 55 délégations et leurs conseillers, des cabines d'interprètes (quatre langues officielles), des écouteurs pour les délégués. La salle de concerts était devenue salle de conférences.

Le Secrétaire général de l'ONU fut représenté par Ralph Bunch, sous-secrétaire. Le chef de la délégation soviétique était le professeur Emelyanov, tandis que Lewis Strauss était à la tête de la délégation des Etats-Unis. Un vent d'optimisme soufflait. Cinquante-cinq Etats étaient représentés à cette conférence, chargée de promouvoir la coopération internationale dans le domaine de l'énergie atomique.

L'ambassadeur Karl Gruber, chef de la délégation autrichienne, fut élu président de la conférence, à l'unanimité. Ce fut une conférence fort constructive. On y confirma la nomination faite par le Conseil des gouverneurs: Sterling Cole serait bien le premier Directeur général de l'Agence. On y approuva aussi un budget de 4 millions de dollars pour l'exercice 1958, selon les recommandations de la Commission préparatoire.

L'ambassadeur Karl Gruber (à gauche) président de la première Conférence générale de l'AIEA, s'entretient avec Ralph Bunch, sous-secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies.





Vyacheslav Molotov (à gauche), ancien ministre des affaires étrangères de l'URSS et représentant permanent suppléant auprès de l'AIEA en 1960-1961, en conversation avec Sterling Cole, premier directeur général de l'AIEA, de 1957 à 1961. On trouvera page 59 une brève biographie de M. Cole récemment décédé.

L'une des pièces présentées par les Etats-Unis était un réacteur, de la dimension d'une petite piscine. Il avait été fabriqué à Oak Ridge, Tennessee, et transporté en avion. Avec toutes les tracasseries juridiques à surmonter, son arrivée fut un exercice logistique qui relevait du miracle. Avec la permission du canton de Genève et de l'ONU, le réacteur fut installé dans un bâtiment spécial sur les pelouses du Palais des Nations. Ils furent des milliers à voir fonctionner un réacteur pour la première fois de leur vie.

Du côté soviétique, le professeur Skobeltsine, membre du comité consultatif scientifique de l'ONU et chef de la délégation soviétique, fit beaucoup pour le succès de la conférence par ses propos positifs et sa coopération.

La contribution la plus importante de l'Union soviétique fut toutefois la qualité de sa délégation. Les exposés présentés étaient solides et originaux; ils furent bien accueillis. La science soviétique remportait un grand succès. Grâce à la Conférence de Genève, la future Agence internationale de l'énergie atomique disposait d'un fondement scientifique solide que venait renforcer la coopération.

Les discussions américano-soviétiques

Les discussions bilatérales sur la finalité de l'Agence et un projet de statut n'avancèrent pas beaucoup en 1954. Mais en 1955 le Département d'Etat des Etats-Unis rédigea un projet de statut qui fut l'objet de discussions informelles avec l'Afrique du Sud, l'Australie, la Belgique, le Canada, la France, le Portugal et le Royaume-Uni. Ces pays avaient été retenus soit à cause de leur avancement dans le domaine de l'énergie nucléaire, soit parce qu'ils étaient producteurs d'uranium ou de thorium. En août 1955, l'Union soviétique accepta de participer à ces discussions. Toujours en août, on envoya à tous les Etats Membres de l'ONU une copie du projet de statut, pour observations.

La Conférence des «douze puissances»

L'Assemblée générale, à sa dixième session, vota une résolution insistant auprès des intéressés pour qu'ils examinent le projet de statut dans les délais les plus brefs et élargissant le groupe de négociation en lui ajoutant le Brésil, l'Inde, la Tchécoslovaquie et l'Union soviétique. Ce groupe de travail, dit des douze puissances, devint le principal artisan du Statut; il se réunit à Washington le 27 février 1956. Ces réunions furent très productives, très cordiales.

A la tête de la délégation américaine se trouvait James J. Wadsworth, ancien député de l'Etat de New York, homme capable et très affable; c'était aussi le chef de mission adjoint de la délégation des Etats-Unis auprès de l'ONU. Gérard Smith et moi-même, alors attachés à la Commission de l'énergie atomique des Etats-Unis, étions ses deux principaux conseillers. La délégation soviétique avait à sa tête M. Zaroubine, et ses conseillers le professeur Emelyanov, Leonid Zamyatine et Anatol Dobrynine. Homi Bhabha, chef de la délégation indienne, était un physicien connu, un artiste, un passionné d'opéra et de littérature mondiale et, avant tout, un grand défenseur des pays en développement. Bertrand Goldschmidt, chef de la délégation française, apportait la logique et l'humour français. C'était un chimiste dont la passion de la précision rendait les débats plus clairs et nous permettait de progresser.

La Conférence sur le Statut

La Conférence des douze puissances s'acheva le 27 avril 1956, après avoir approuvé un projet de statut *ad referendum*, car on avait apporté plusieurs modifications aux projets antérieurs. Le nombre de membres du Conseil des gouverneurs fut porté de 16 à 23. On opta pour le titre de Directeur général, et adopta le système du double budget: un premier budget, administratif, serait basé sur le système des contributions de l'ONU;

Siège: Vienne (Autriche)

Pourquoi a-t-on retenu Vienne pour être le siège de ce nouvel organisme indépendant qu'était l'AIEA?

Heinrich Haymerle, l'observateur autrichien auprès de l'ONU, assistait à la séance de l'Assemblée générale du 8 décembre 1953 lorsque le président Eisenhower prononça son discours sur l'atome au service de la paix. Conscient de la portée de l'enjeu pour l'Autriche, Haymerle recommanda à son Ministre des affaires étrangères de proposer l'Autriche comme siège de l'organisation projetée. Cette recommandation fut fortement appuyée par Karl Gruber, alors ambassadeur d'Autriche aux Etats-Unis.

En tant que nouveau membre de l'ONU, l'Autriche fut invitée à la Conférence sur le Statut, qui se tint à New York en 1956, et réussit à faire valoir l'idée d'installer l'Agence internationale de l'énergie atomique à Vienne. Ce fut une grande victoire politique pour l'Autriche, obtenue rapidement. Grâce à quelques-uns de ses hommes d'Etat d'après-guerre, l'Autriche avait en deux ans obtenu l'indépendance, la neutralité permanente et l'adhésion à l'ONU et, en plus, le siège d'une organisation internationale politiquement sensible.

Pour accueillir cette nouvelle Agence, l'Autriche devait être en mesure de répondre à ses besoins. Au printemps 1957, le ministre des affaires étrangères, Leopold Figl, mit en place un comité de planification dont Hans Thalberg, du Ministère des affaires étrangères, fut nommé agent de liaison. Thalberg avait promis aux représentants de la Commission préparatoire que le Konzerthaus serait près à temps pour la Conférence générale, avec le matériel d'interprétation et tous les autres services nécessaires (le Konzerthaus était une des grandes salles de concerts de Vienne, inaugurée par l'Empereur François-Joseph en 1913).

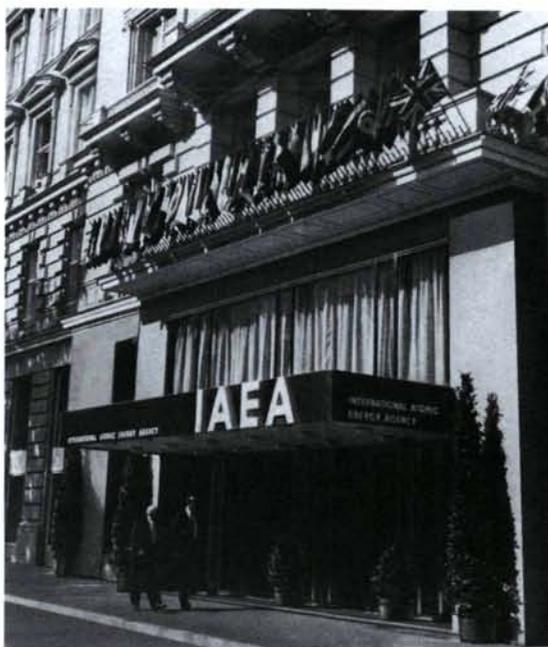
On décide alors d'installer le Secrétariat de l'Agence, encore peu nombreux, dans la Musikakademie, tout près du Konzerthaus. La Musikakademie possédait en outre une salle qui pouvait convenir aux premières réunions du Conseil des gouverneurs.

Siège provisoire: le Grand Hôtel

Les autorités autrichiennes durent alors trouver un siège provisoire pour le nouveau Directeur général et son personnel. M. Thalberg et la Commission préparatoire étudiaient depuis quelque temps déjà les possibilités. On envisagea un moment l'immeuble Kaufmannschaft, Peter Jordanstrasse, dans le 19^e arrondissement, qui fut jugé trop loin du centre-ville. Finalement, le Gouvernement proposa le nouveau Grand Hôtel, qu'il venait d'acquérir.

Ce nouveau Grand Hôtel, situé sur le Kärntner Ring, non loin de l'Opéra, comprenait deux bâtiments, contigus à une partie plus ancienne, connue sous le nom de Grand Hôtel. Le vieux bâtiment avait été partiellement détruit par le feu en 1955 et était inutilisable. Le 11 décembre 1957, l'accord de siège mis au point par le conseiller juridique du Ministère des affaires étrangères, Rudolph Kirchschräger, et des membres du service juridique de l'Agence, fut signé par Leopold Figl, ministre des affaires étrangères, et Sterling Cole, directeur général de l'Agence. (En septembre 1963, après avoir été presque entièrement refait, l'ancien Grand Hôtel fut repris par l'Agence.)

Depuis son ouverture en mai 1870, près d'un siècle auparavant, le Grand Hôtel était un des séjours les plus recherchés de Vienne. A l'époque, il s'enorgueillissait de ses 200 chambres et appartements, et comptait plusieurs salles de bain à chaque étage. Sa grande



Le Grand Hôtel, à Vienne, siège «provisoire» de l'AIEA pendant plus de 22 ans.

fierité: un ascenseur américain à vapeur! Ces élégantes installations du XIX^e allait être transformées pour répondre aux besoins de l'AIEA: la salle de lecture de l'hôtel devait, par exemple, devenir la salle de réunion du Conseil des gouverneurs. Au Grand Hôtel, l'Agence était chez elle; elle devait y rester pendant 22 ans.

Au cours de ces 22 années, le Grand Hôtel allait acquérir une signification particulière pour le personnel. L'Agence était en effet une création toute récente; les objectifs qu'elle s'était fixés représentaient un défi pareil à nul autre; l'environnement même du Grand Hôtel suscitait une certaine fierté. Le petit restaurant, la cafétéria, n'étaient pas seulement des lieux de restauration, mais encore des cadres agréables pour de petites réunions ou pour consulter ses collègues en sirotant un «kleine mokka». La grande salle à manger de l'ancien Grand Hôtel devint le salon des délégués, où l'on tenait des réceptions le soir, et où les nombreux clubs du personnel pouvaient se réunir. L'ambiance y était bien agréable. A ses débuts, l'Agence était une petite organisation qui siégeait dans ses propres murs, ce qui renforçait sa personnalité.

Le Bürgermeister de Vienne, Franz Jonas, était un grand défenseur de l'Agence. Homme austère, il représentait tout ce qu'il y avait de bien dans la nouvelle Autriche; il était aimé et respecté. Le personnel de l'Agence était tributaire des services qu'offrait la ville de Vienne. Jonas en était conscient et se montra très serviable. Il y avait pénurie de logements dans la Vienne d'après-guerre et il était difficile de s'y loger correctement à un prix raisonnable. Après des discussions avec Jonas, un accord fut conclu avec la ville de Vienne, qui s'engagea à construire des logements pour le personnel de l'Agence, d'abord sur la Hofzeile, puis sur la Chimanistrasse, dans le 19^e arrondissement.



En décembre 1961, Sigvard Eklund (à droite) devient le deuxième directeur général de l'AIEA. Sur la photo, on le voit en compagnie de son adjoint chargé de l'administration, John A. Hall, et de Baquir Hasani (à gauche), ambassadeur d'Iraq, président du Conseil des gouverneurs de l'AIEA.

un second budget serait alimenté par des contributions volontaires. Ce second budget deviendrait à terme celui des programmes d'assistance technique.

On mit l'accent sur le système des garanties, mais en y incorporant une limitation d'ordre psychologique: le projet précisait que les garanties seraient appliquées dans la mesure où elles étaient *pertinentes*! Cette limitation avait été proposée par M. Bhabha. A la dix-huitième session des réunions de Washington, on approuva à l'unanimité un projet de statut.

La Conférence sur le Statut, qui se tint en octobre 1956 dans la salle de l'Assemblée générale à New York, avait été décidée, organisée et prise en charge par les douze Etats qui avaient participé aux réunions de Washington. 81 Etats y étaient représentés. Ce groupe était d'avis que le projet né des réunions de Washington ne devait pas être modifié. Les Etats organisateurs s'opposèrent à toute modification de fond. Quelques petits amendements furent tout de même apportés mais, dans l'ensemble, le Statut adopté par la Conférence fut celui des douze.

Quelques recommandations furent adoptées en séance plénière: celle, notamment, de fixer le siège de l'Agence à Vienne (Autriche).

81 Etats signèrent le Statut. L'annexe I prévoyait la création d'une Commission préparatoire dès l'ouverture du Statut à la signature. Cette commission devait élaborer un programme, prévoir la première Conférence générale à Vienne et préparer la première session du Conseil des gouverneurs.

Le Statut devait, pour entrer en vigueur, être ratifié par 18 Etats, dont trois au moins devaient être parmi les pays suivants: le Canada, les Etats-Unis, la France, le Royaume-Uni, l'URSS. Le 29 juillet 1957, le nombre requis de ratifications fut atteint — l'Agence était née.

L'administration Cole

Sterling Cole, le premier Directeur général, était un député américain, possédant de nombreuses années d'expérience en tant que membre du Comité

parlementaire mixte sur l'énergie atomique. Son manque d'expérience des questions internationales était compensé par son dévouement et sa fidélité aux objectifs de l'Agence. Pendant son mandat — du 1er décembre 1957 au 1er décembre 1961 — il connut les difficultés propres à la mise en place d'un nouvel organisme pendant une période politique difficile. Il avait heureusement des conseillers très capables, et notamment Henry Seligman, détaché, pour les besoins de la cause, du laboratoire de recherche britannique de Harwell. Il fut pendant de nombreuses années l'adjoint chargé de la recherche et des isotopes. L'application des isotopes dans l'industrie, en médecine et en agriculture rentrent tout à fait dans les attributions de cette toute nouvelle Agence et Henry Seligman était un spécialiste d'envergure internationale. Paul Jolles était un autre de ces hommes capables. C'était un avocat suisse qui avait aidé la Commission préparatoire à traverser ses premières difficultés. Il fut un excellent adjoint chargé de l'administration.

En 1958, le Conseil des gouverneurs créa le Comité consultatif scientifique (CCS).* Ce comité a joué un rôle de plus en plus important pendant les premières années de l'Agence, examinant les programmes proposés et les projets de séminaires, colloques, réunions. En 1958 se tint la deuxième Conférence générale, dans le nouveau centre de conférences de la Hofburg, l'ancienne résidence des Habsbourg. La Festsaal, salle de bal XXVIII^e, a accueilli les réunions plénières de la Conférence générale annuelle jusqu'en septembre 1986. La Conférence générale de 1987 se tiendra dans le nouveau centre de conférences promis par les autorités autrichiennes en juin 1967.

Il y eut peu de programmes de fond les quatre premières années. Ce fut une période d'ajustement et de

* En 1958, les membres de ce comité étaient les suivants: Sir John Cockcroft (Royaume-Uni); W.B. Lewis (Canada); Bertrand Goldschmidt (France); Homi Bhabha (Inde); V.S. Emelyanov (URSS); Bernard Gross (Brésil); I.I. Rabi (Etats-Unis).

tâtonnements pour la nouvelle Agence. On mettait en place de nouvelles structures; on recrutait du personnel. Les premiers programmes portaient sur l'enseignement et la formation, il y eut des missions d'assistance technique en Amérique latine. Les programmes sur les garanties se limitaient aux réacteurs de recherche, car l'Union soviétique, notamment, hésitait à appuyer des travaux sur les réacteurs de plus de 100 mégawatts.

L'administration Eklund

En juin 1961, le Conseil des gouverneurs appuya, à la majorité requise des deux tiers, un candidat suédois au poste de Directeur général. Physicien de formation, Sigvard Eklund était bien connu des milieux scientifiques internationaux. Il avait exercé la fonction de Secrétaire général de la deuxième Conférence de Genève, en 1958. Une forte majorité de la Conférence générale appuya sa nomination. L'amiral Oscar Quihillalt (Argentine), président de la Conférence générale, lui fit prêter serment et Sigvard Eklund devint ainsi le deuxième Directeur général de l'AIEA, à partir du 1er décembre 1961.

A cette même date, je fus nommé adjoint à l'administration. Le professeur Rylov conserva le poste d'adjoint aux opérations techniques jusqu'à ce que Gennady Yagodine vienne de Moscou le remplacer en 1963. Henry Seligman fut confirmé dans ses fonctions d'adjoint à la recherche et aux isotopes; Upendra Goswami (Inde), chargé des programmes d'assistance technique; Dragoslav Popovich (Belgrade) fut chargé des garanties jusqu'à son remplacement par Slobodan Nakićenovic, lui aussi yougoslave. Alan McNight (Australie) devint Inspecteur général.

Le principal problème politique des quelques années suivantes fut la mise en place de procédures pour l'inspection des grands réacteurs de puissance. L'Union soviétique opposait une certaine résistance à cette activité, et ce jusqu'à la réunion du Conseil du printemps 1963, date à laquelle le représentant soviétique adopta une position plus positive. A partir de cette date, les Etats-Unis et l'Union soviétique — et d'autres pays encore — ont trouvé un terrain d'entente sur les garanties internationales qui a beaucoup renforcé l'Agence et multiplié ses contributions à la sécurité internationale.

La paix par le biais de la coopération scientifique

C'était là le nouvel objectif de l'Agence. C'est ce que déclara Glenn Seaborg, président de la délégation des Etats-Unis, à la Conférence générale de septembre 1961. «Il est clair pour mon pays que cette Agence, à qui son Statut confie l'expansion pacifique dans le monde entier des progrès scientifiques et technologiques les plus extraordinaires de notre temps, exerce une fonction de catalyseur de la paix et de la coopération internationales.»

La qualité de la délégation des Etats-Unis donnait du poids à cette affirmation. En effet, le chef de délégation, Glenn Seaborg, était prix Nobel de chimie. Le nouveau représentant au Conseil des gouverneurs, Henry DeWolf Smyth, était directeur du conseil de recherche de l'Université Princeton. Le conseiller prin-



Glenn Seaborg, président de la Commission de l'énergie atomique des Etats-Unis, chef de la délégation des Etats-Unis à la Conférence générale de l'AIEA en 1961. La délégation comptait aussi Henry DeWolf Smyth (à droite), ambassadeur et gouverneur représentant les Etats-Unis au Conseil des gouverneurs, William Cargo (partiellement caché sur la photo), représentant permanent des Etats-Unis auprès de l'AIEA, et le professeur I.I. Rabi, membre du Comité consultatif scientifique du Président John F. Kennedy.

cipal de la délégation pour la durée de la Conférence générale était I.I. Rabi, prix Nobel de physique.

Au cours des quatre premières années de l'administration Eklund, plusieurs programmes importants furent lancés. L'Agence fit sa première inspection de réacteur: le réacteur Nora, en Norvège. Les inspecteurs étaient Dragoslav Popovich (Yougoslavie) et Carlos Buechler (Argentine). Avec l'appui soviétique, on créa le Comité des procédures à suivre pour l'inspection des réacteurs de plus de 100 mégawatts. On inaugura la même année le Centre international de physique théorique de Trieste. Le directeur en était Abdul Salam de l'Imperial College de Londres. En 1963 également, on modifia le Statut pour porter le nombre des membres du Conseil des gouverneurs de 23 à 25, et ceci afin d'accueillir deux nouveaux représentants du Moyen-Orient et d'Afrique.

Les comités consultatifs scientifiques de l'AIEA et de l'ONU se réunirent à Tashkent (Ouzbékistan) en 1964 pour préparer la troisième Conférence de Genève. C'était la première réunion de l'ONU en Union soviétique (alors que la troisième Conférence de Genève avait été une conférence de l'ONU, c'est l'Agence qui l'avait organisée et prise en charge).

En 1965, l'AIEA tint sa première Conférence générale hors siège, à Tokyo. On y confirma M. Eklund dans son poste de Directeur général pour un nouveau mandat de quatre ans.

Traditions, évolution

Pendant les premières années de l'AIEA, les représentants du Saint-Siège eurent un rôle politique de taille (le Vatican avait été invité à la Conférence sur le



La délégation soviétique à la première Conférence générale de l'AIEA. En partant de la droite: V.S. Emelyanov, chef de la délégation, et ses deux suppléants, S.G. Lapine, ambassadeur, et Leonid Zamyatline, représentant permanent de l'URSS auprès de l'AIEA.

Statut et y avait assisté). Le chef de la délégation du Vatican était un industriel américain: Frank Folsom, assisté du Président de l'Université Notre Dame (Etats-Unis), le père Théodore Hesburgh.

Ces deux hommes assistaient à toutes les sessions de la Conférence générale; ils ont fait connaître le point de vue du Vatican sur plusieurs des questions soulevées. Ils impressionnaient les délégués par leur maîtrise des sujets abordés et la sincérité de leurs efforts pour contribuer au succès de la Conférence générale. Ils se firent des amis dans toutes les délégations, notamment celles de l'Union soviétique et des Etats-Unis. Ils réussirent même à éclaircir des malentendus entre représentants de ces deux pays, qui auraient pu avoir de graves conséquences.

Le dimanche suivant l'ouverture de la première Conférence générale, le Vatican organisa une messe spéciale à laquelle on convia tous les délégués. Cette messe eut lieu dans la Karlskirche, grande église baroque de Vienne. A l'occasion des Conférences générales suivantes, c'est le cardinal König, archevêque de Vienne, qui dit la messe en la cathédrale Saint-Etienne, adressant son message dans les quatre langues officielles de l'Agence.

La tradition s'est maintenue. Lorsque les Conférences générales eurent lieu hors siège (à Tokyo, à Mexico, à Rio de Janeiro, à New Delhi) un office religieux était organisé en fin de session.

A la réunion du Conseil des gouverneurs de juin 1967, l'ambassadeur Haymerle fit savoir que le Gouvernement autrichien se proposait de construire gratuitement le siège de l'Agence, à l'occasion de l'arrivée à Vienne d'une autre organisation internationale, l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI). Il précisa qu'un Centre de conférences autrichien serait construit sur le même site, dans le Donaupark, de l'autre côté du Danube.

Dès 1967, l'Agence avait pris sa place sur la scène internationale et se sentait prête à assumer les nouvelles responsabilités que lui confierait le Traité de non-prolifération de 1970 (TNP).

Ses premières années lui promettaient un bel avenir riche en événements. Sa structure lui permettait d'assumer les fonctions qui lui incombait en vertu du TNP, et aussi les suites de l'accident de Tchernobyl. Ceux qui avaient créé l'Agence avaient agi avec sagesse et prévoyance.